



PRÉFET DU BAS-RHIN

Préfecture

Direction des Collectivités Locales

Bureau de l'Environnement  
et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ du 26 JAN. 2017

## AUTORISATION DE PÉNÉTRER DANS LES PROPRIÉTÉS PRIVÉES

### Confection de plans et mise à jour des informations géographiques de l'Eurométropole de Strasbourg, en vue de l'exécution de travaux publics

LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST,  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET SÉCURITÉ EST,  
PRÉFET DU BAS-RHIN,

VU l'article 1er de la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics ;

VU la loi n° 57-391 du 28 mars 1957 validant l'acte dit loi n° 374 du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2012 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées des communes de la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS), dans le cadre de la mise à jour des informations géographiques ;

VU la demande présentée le 20 janvier 2017 par l'Eurométropole de Strasbourg, anciennement CUS, sollicitant le renouvellement de cette autorisation ;

**CONSIDÉRANT** que les travaux d'information géographiques présentent un caractère d'intérêt général ;

**SUR** la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

#### Arrête :

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - Les agents et mandataires de l'Eurométropole de Strasbourg sont autorisés, sous réserve du droit des tiers, à procéder sur le terrain aux travaux topographiques nécessaires à la confection de plans et à la mise à jour des informations géographiques sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, préalables à l'exécution de travaux publics.

À cet effet, ils pourront pénétrer dans les propriétés privées closes ou non closes (à l'exception des maisons d'habitation) pour y planter des balises, jalons, piquets ou repères, y pratiquer des

sondages et fouilles, y procéder à des relevés topographiques et à des travaux d'arpentage et de bornage ainsi qu'à toutes opérations rendues indispensables pour la réalisation de leur mission.

Les opérations mentionnées ci-dessus pourront être effectuées sur l'ensemble des communes membres de l'Eurométropole de Strasbourg .

**ARTICLE 2.-** L'introduction des agents et personnes désignées à l'article 1<sup>er</sup> n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 1er de la loi du 29 décembre 1892. Ils devront être porteurs d'une copie du présent arrêté et la présenter à toute réquisition.

S'il est nécessaire de pénétrer dans une propriété close, le présent arrêté sera notifié individuellement aux propriétaires intéressés, ou en leur absence, au gardien de la propriété, cinq jours au moins avant le début des opérations.

À défaut de gardien connu demeurant dans la propriété, le délai ne courra qu'à partir de la notification faite en mairie.

**ARTICLE 3.** Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable se soit établi sur leur valeur ou, à défaut d'accord amiable, qu'il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires pour l'évaluation des dommages.

**ARTICLE 4.-** Les terrains seront remis dans leur état primitif après l'exécution des travaux.

Les indemnités dues pour les dommages causés aux propriétés par les agents chargés des études seront à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg.

À défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

**ARTICLE 5.-** Il est interdit de troubler de quelque manière que ce soit l'exécution de la mission ainsi que d'arracher ou de déplacer les balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés par les agents chargés des études.

Les maires des communes mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> ainsi que les services de la police et de la gendarmerie, sont invités à prêter au besoin leur concours et l'appui de leur autorité au personnel désigné à l'article 1<sup>er</sup>.

**ARTICLE 6.-** Le présent arrêté devra, dès sa réception en mairie, être affiché et publié par tous procédés en usage sur le territoire des communes mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>. L'accomplissement de cette mesure de publicité incombe aux maires et sera certifié par eux. Un délai de dix jours devra être respecté entre l'affichage et le début des opérations.

Avis du présent arrêté sera, en outre, publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

**ARTICLE 7.-** La présente autorisation est valable pour une durée de cinq ans. Elle est périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois de sa date.

**ARTICLE 8.-** Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Président de l'Eurométropole de Strasbourg, le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Bas-Rhin, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, les Maires des communes de l'Eurométropole de Strasbourg, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Strasbourg, le 26 JAN. 2017

Le Préfet,

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
  
Christian RIGUET